



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale | N°0033 Vendredi 26 novembre 2021



Tout change, mais rien ne change

republicoftogo.com



@republicoftogo

Décryptage

Le Togo, le Sahel, l'Afrique de l'Ouest à l'épreuve du terrorisme

Le journaliste, écrivain et chercheur Seidik ABBA commente pour « IMAGINE DEMAIN » l'attaque terroriste survenue au Togo le 10 novembre dernier et la menace terroriste qui pèse sur le Sahel et les pays du Golfe de Guinée.



Page 2

CONSOMMATION

Zener lance de nouveaux carburants sur le marché

P.4

ECONOMIE

L'inflation au Togo, faut-il s'en inquiéter ?

P.6

COOPERATION

Le Pass Covid numérique du Togo reconnu dans l'UE, une première en Afrique subsaharienne

P.7

Vient de paraître

GUIDE PRATIQUE DES AFFAIRES AU TOGO EDITION 2021

La clé d'accès aux informations utiles et pratiques sur l'investissement des affaires au Togo

Edition 2021 co-publiée avec le ministère de la Promotion de l'Investissement

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE

Infoline: +228 90 11 05 06 | +228 90 14 58 91



« Les observateurs des activités djihadistes au Sahel n'ont pas été surpris par cette tentative d'incursion sur le territoire togolais. »

DECRYPTAGE – Seidik ABBA commente pour « IMAGINE DEMAIN » l'attaque terroriste survenue au Togo le 10 novembre dernier et la menace terroriste qui pèse sur le Sahel et les pays du Golfe de Guinée.

Journaliste et écrivain, Seidik ABBA est chroniqueur pour Le Monde Afrique, TV5 Monde et France 24. Auteur en 2019 de deux ouvrages sur Boko Haram, il est également chercheur associé à l'Université de Valenciennes (nord de la France). Il nous donne sa vision de la menace djihadiste sur le Togo et l'Afrique de l'ouest.

Imagine Demain - Au Togo, dans la nuit du 9 au 10 novembre 2021, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont repoussé une attaque djihadiste contre un poste avancé à Sanloadja, dans la préfecture de Kpendjal, au nord du pays dans une zone proche de la frontière avec le Burkina Faso. Cette attaque, une première au Togo, est-elle surprenante ?

Seidik ABBA- Les groupes terroristes du Sahel ont un agenda très précis. Celui de porter le Djihad, leur activité, au-delà du Sahel et de l'amener jusqu'aux pays du Golfe de Guinée. Dans cette stratégie d'élargir le champ d'activité de ces groupes terroristes, il est évident que le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Bénin sont des cibles privilégiés pour les groupes djihadistes. Il y a eu déjà une opération des groupes djihadistes

au Bénin en janvier 2020 où ils ont enlevé des gens au Bénin pour les amener au Burkina Faso. Donc ce n'est pas surprenant que le Togo soit ciblé par ces groupes qui ont un agenda pour l'ensemble du Golfe de Guinée. Pour eux, le Togo représente une cible privilégiée parce que le Togo est frontalier du Burkina Faso. Tout comme le Ghana et la Côte d'Ivoire, les pays du Golfe de Guinée frontaliers du Burkina Faso donnent aux groupes djihadistes la possibilité de se servir du territoire Burkinabè pour porter ces différentes attaques. Les observateurs des activités djihadistes au Sahel, n'ont pas été surpris par cette tentative d'incursion sur le territoire togolais. Maintenant, au-delà de cette incursion, il faut voir si les groupes djihadistes n'ont pas de cellules dormantes, au Togo, parce que leur stratégie est souvent d'avoir des cellules dormantes dans les pays qui leur servent de relais.

L'attaque d'Inata au nord du Burkina Faso, le 14 novembre 2021, soit 4 jours après celle du Togo, a fait 53 morts dont 4 civils. Comment expliquez-vous cette recrudescence d'actes terroristes au Burkina Faso ?

Inata qui a été attaqué au Burkina Faso fait partie de la zone des trois frontières, c'est-à-dire la zone qui se situe aux confins du Niger, du Mali et du Burkina Faso. Dans cette partie, les groupes djihadistes sont très actifs. Le groupe le plus actif est « l'Etat islamique au grand Sahara » qui mène des opérations, et qui est capable d'une violence extrême. Ce groupe a revendiqué la tuerie de Solhan, début juin dernier, qui a fait environ 160 morts au Burkina Faso et ce même groupe a revendiqué il y a quelques jours, une attaque à Banibangou au Niger qui a fait entre 70 et 80 morts dont près d'une soixantaine de civils. Donc la recrudescence de cette activité s'explique par la persistance de ce groupe armé dans la zone des trois frontières.

Vous vous en souvenez, lorsqu'il y a eu le sommet de Pau vers le sud de la France entre le Président Macron et les Présidents du G5 Sahel, il avait été décidé de mettre le paquet dans la zone

des trois frontières. Des renforts ont été envoyés. La France y a même dépêché une de ses unités les plus aguerries, qui est la compagnie des légionnaires. Avec cette présence, quelques succès ont pu être enregistrés. Mais depuis, la France s'est réorganisée et a retiré les renforts qu'elle a envoyés. Les pays eux-mêmes avaient décidé après les attaques d'Inata au Niger en décembre 2019 et de Chinégodar en janvier 2020, de retirer les postes avancés qui étaient très vulnérables, c'est-à-dire que les petites unités qui étaient aux frontières et qui étaient vulnérables, qui ne pouvaient pas résister, les pays avaient décidé de les retirer pour mettre en place les patrouilles renforcées sous forme de postes mobiles. Et les groupes djihadistes ont profité de cette réorganisation, puisque le terrain est devenu vacant, pour occuper davantage le terrain et lancer différentes attaques.

L'autre élément, c'est aussi l'arrivée du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) dirigé par Iyad Ag Ghali. Avant ce groupe était surtout présent au Nord du Mali sur la frontière avec l'Algérie puis avec l'alliance entre Amadou Koufa (chef djihadiste, fondateur de la Katiba Macina, groupe actif dans le centre du Mali, ndlr) et Iyad, le GSIM est devenu présent au centre du Mali. Avec la poursuite



Seidik ABBA

des opérations, le groupe est descendu jusque dans la zone des trois frontières où on assiste aujourd'hui à la présence, à la fois du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans et celle de l'Etat islamique au grand Sahara. Chaque fois qu'il y a ces deux groupes quelque part, ils font de la surenchère. Si un groupe tue 10 personnes, le groupe rival cherche à montrer sa force en tuant 15 personnes. Il y a une surenchère, une compétition djihadiste qui fait que chaque groupe veut montrer qu'il est le plus puissant, et qu'il peut faire le plus de mal. Donc on assiste à cette surenchère de décès. Il y a un dernier facteur qui peut expliquer cette situation de

surenchère d'attaque, c'est le changement de paradigme. Avant, les groupes terroristes du Sahel ne s'en prenaient qu'aux forces de défense et de sécurité. Maintenant, ils s'en prennent aux populations civiles. Ils attaquent un village, tuent les enfants, les femmes et tout le monde. C'est une nouvelle stratégie qu'ils ont adopté pour chasser tout le monde et avoir le terrain à eux, créer une sorte de « No man's land » où il n'y a qu'eux, parce que les populations prises de panique, s'enfuient et ces groupes djihadistes récupèrent le terrain. Voilà la stratégie dans laquelle nous sommes et aujourd'hui, malheureusement avec ce qui vient de se passer à Inata, avec ce qui s'est

Suite à la page 3

« Les observateurs des activités djihadistes au Sahel n'ont pas été surpris par cette tentative d'incursion sur le territoire togolais. » (Suite)

passé à Banibangou, on a l'impression que la situation sécuritaire se dégrade continuellement au Sahel et il est temps peut-être qu'on change de stratégie, on se réorganise avec le soutien de la communauté internationale.

Mais en octobre dernier, il y a une attaque à Inata dans le nord du Burkina, dans cette zone des trois frontières et à Sanloadja dans le Nord du Togo, une zone frontalière du Sud du Burkina Faso. Où se trouve concrètement la menace ?

La menace se trouve dans l'ensemble du Sahel. Comme je l'explique, les groupes djihadistes ont une stratégie d'avancer par territoire. Au début leur stratégie était concentrée au nord du Mali. Quand en janvier 2013, l'opération Serval est lancée par la France, appuyée par le Tchad et d'autres pays, la menace djihadiste ne concernait que le nord du Mali. Ensuite elle s'est exportée au Niger et au Burkina Faso. Aujourd'hui, la menace est présente au Niger, au Burkina Faso et au Mali. Et pour les groupes djihadistes, le Burkina Faso représente un enjeu stratégique important parce que pour le besoin de leur agenda, à partir du Burkina Faso, ils vont exporter

le Djihad au Ghana, Togo, Benin. Pour eux, le Burkina Faso est devenu une sorte d'épicentre. Il faut le dire avec regrets, aujourd'hui le Sahel est quasiment tenu par les groupes terroristes. Après avoir presque conquis le Sahel, ils veulent passer par le Burkina Faso qui est un pays à mi-chemin entre le Sahel et le golfe de Guinée pour exporter le Djihad vers les pays que j'ai cités, auquel il faut ajouter la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire a déjà été attaquée quatre fois au moins. Il y eu l'attaque de Grand Bassam en mars 2016 puis des attaques à Kafalo, à partir de la frontière du Burkina Faso. Aujourd'hui, on a le sentiment qu'une sorte de cellule terroriste s'est quasiment installée dans la forêt entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Donc la menace aujourd'hui pour les pays du Golfe de Guinée se trouve à partir du territoire Burkinabè. En tout cas le territoire Burkinabè est un enjeu essentiel pour organiser l'avancée vers la progression de groupes djihadistes à partir du Sahel vers les pays du Golfe de Guinée.

La stabilité dans toute la sous région ouest africaine n'est-elle donc pas menacée ?

Les observateurs ont toutes les raisons de s'inquiéter pour la stabilité de toute

l'Afrique de l'Ouest. La métastase djihadiste a beaucoup avancé. Elle a gagné le Mali, le Niger, le Burkina et menace la Côte d'Ivoire où il y a déjà eu 4 attaques. Avec l'incursion au Togo, on a une menace supplémentaire, après le Bénin qui a déjà affronté une opération terroriste. Si vous ajoutez à cela la présence déjà en Afrique de l'Ouest, de Boko Haram qui concerne le Niger et le Nigéria, vous voyez qu'on risque d'arriver à un axe terroriste qui engloberait le Mali, le Burkina, le Niger, des pays du Golfe de Guinée plus le Nigéria. Donc toute l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui est sous la menace de ce groupe terroriste et c'est pour cette raison peut-être qu'il y a une urgence à préparer une réponse sous régionale. Aucun des pays pris isolément ne peut à lui seul aujourd'hui faire face à la menace, même pas le Nigéria qui est le géant économique et qui a la puissance militaire. Donc c'est pour cette raison qu'au regard de la

progression de la menace et de sa régionalisation, il faut envisager une réponse aussi qui soit de type régional, sinon on ne s'en sortirait pas.

Le Togo a lancé en 2018 l'opération Koundjoré dans la région des Savanes, au Nord du pays, pour faire face à la menace terroriste. N'est-elle pas une solution efficace ?

L'opération que les Forces Armées Togolaises ont lancée est une opération de prévention et de sécurisation. Je pense que c'est une très bonne initiative. Il faut se préparer au pire avant que le pire n'arrive. De ce point de vue, on peut saluer cette initiative qui va renforcer les capacités opérationnelles des Forces Armées Togolaises à faire face à cette menace terroriste. Je pense que c'est une bonne stratégie que de s'organiser pour répondre à la menace et de ne pas être surpris quand la menace sera déjà arrivée. La menace est devenue régionale, il est important pour être plus

efficace, en tout cas pour faire de l'anticipation, que le Togo travaille par exemple avec le Burkina Faso. Puisque les groupes djihadistes ne sont pas installés au Togo, ils sont dans les pays voisins, donc c'est bien de travailler avec le voisinage pour préparer une réponse et anticiper les choses. Il faut faire les choses en amont et travailler ensemble. Il faut aussi qu'on ait des armées nationales efficaces. Si les armées nationales sont efficaces, ensemble on peut relever le défi de la menace terroriste. Le fait que le Togo soit un pays bien organisé avec des forces armées bien structurées et un service de renseignement efficace, peut jouer. On a vu que déjà l'armée togolaise est engagée au Mali dans le cadre de la MINISMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) et donc avec cette expérience de terrain désertique, de terrain qui est différent de celui du Togo, ça permet aux forces de mieux se

préparer à affronter la menace djihadiste et il me semble que ce type d'exercice est une bonne chose pour entretenir la capacité opérationnelle et pour préparer la réponse à la menace djihadiste lorsqu'elle est concrétisée.

Les tensions religieuses, identitaires, coutumières, ne constituent-elles pas des brèches pour les groupes djihadistes ?

Oui, les groupes djihadistes instrumentalisent les tensions religieuses et ethniques. Les groupes djihadistes cherchent à opposer les Peuls aux Dogon, les Peuls aux Touaregs, les Peuls aux Soninkés, pour ébranler les institutions. Leurs agendas, c'est la déstabilisation de l'Etat en attisant les affrontements de type ethnique et religieux. S'il y a cela, la cohésion sociale va être affaiblie, totalement détruite et les groupes djihadistes vont pouvoir s'opposer en

Suite à la page 4



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Récupéré N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur de publication:

Tété B. MENSAB-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboé

Cécile SOSSOU

Serge AZIALEY

Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

Mise en page

Denis TANGOU

+228 93608443

Imprimerie

Imprimerie SDR

Quartier Kôdomé

Distribution

DAMALI Kossi

Tirage: 1000 exemplaires)

Contacts

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

E-mail: imagedemain@yahoo.fr

réponses, en alternatives. Aujourd'hui, leur propagande explique que la corruption, les vols sont liés à la nature de l'Etat. Ils vont se présenter en sauveurs des pays qui auront été déstabilisés, qui auront sombré dans des affrontements inter-ethniques et des affrontements religieux. Donc c'est pour cette raison que les groupes instrumentalisent ces questions identitaires. En réalité, les ethnies et les religions ont toujours cohabité en harmonie avant l'agenda des groupes djihadistes. Prenons l'exemple du Sud-Est du Niger et du Nord-Ouest du Nigeria où sévit Boko Haram. Ce sont les mêmes ethnies, ce sont les mêmes religions

mais Boko Haram s'en prend aux populations, tue les gens, fait ce qu'il veut. Donc, l'agenda du groupe djihadiste, c'est celui de la déstabilisation, de la destruction de nos Etats sous leur forme actuelle, pour qu'eux ils s'opposent en alternative et qu'ils posent aussi la charia qu'ils prétendent défendre, en solution aux problèmes de la société qu'ils auront aidé à déstabiliser en ce moment. C'est une véritable stratégie d'opposer les populations les unes aux autres, d'opposer les religions les unes aux autres afin de pouvoir s'opposer en alternative et de pouvoir dérouler leur agenda tranquillement.

Vous estimez que la menace est devenue sous régionale. Pensez-vous que la réponse est aujourd'hui à la hauteur de la situation ?

On a mis du temps à comprendre que le problème est devenu régional et qu'il faut une solution régionale. A la fois au Mali, même dans l'exemple de Boko Haram, pendant longtemps on a considéré que c'était une crise malienne et que le Mali seul allait la résoudre. Après la crise s'est exportée au Niger et au Burkina Faso. Aujourd'hui elle menace de s'exporter au Bénin, au

Togo, au Ghana, à la Côte d'Ivoire, c'est-à-dire les pays du Golfe de Guinée. Donc, je pense que la compréhension de la préparation de la réponse sous régionale a pris du retard. La CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) a mis à l'agenda la lutte contre le terrorisme et s'était même engagée à débloquent un milliard de dollars pour aider à la lutte contre le terrorisme. Il faut espérer que cette promesse se concrétise et que les moyens soient alloués dans la lutte contre le terrorisme. Mais au-delà de cela, je crois que c'est au quotidien qu'il faut préparer les réponses. Il faut que les pays s'organisent mieux

encore pour répondre de façon régionale. A mon avis la CEDEAO peut encore faire plus, et peut encore faire mieux dans la construction d'une réponse sous régionale à la crise. Aujourd'hui, il y a urgence à agir ensemble pour répondre à la menace terroriste. Il faut accélérer la coopération dans le renseignement, dans le soutien militaire, dans la fourniture des moyens. Les pays doivent mutualiser leur moyen matériel, humain et logistique pour répondre à la menace terroriste.

Vous avez indiqué que l'agenda des groupes djihadistes c'est de porter la menace du Sahel aux pays du Golfe

de Guinée. Avez-vous l'impression qu'il y a une bonne collaboration entre les pays du Golfe de Guinée et les pays du Sahel ?

Pendant longtemps, les pays du Golfe de Guinée ont considéré ne pas être menacés par le djihadisme au même titre que les pays du Sahel. Le G5 Sahel créé en 2015 n'a pas associé ses voisins dans ses activités de lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, le moment est venu pour une meilleure coopération entre le G5 Sahel et la CEDEAO et le Bassin du Lac Tchad pour que, ensemble, les organisations sous régionales puissent mieux

Suite à la page 5



COMMUNIQUÉ



09 novembre 2021 - ZENER® annonce le lancement d'une nouvelle gamme de produits additivés pour répondre aux exigences de qualité et d'innovation des consommateurs.

Les nouveaux produits **Xtraline®** et **Xtrazole®** sont le résultat d'années de recherches lancées par le groupe **ZENER®** et ses partenaires aux USA et au Japon, afin d'élaborer de nouveaux produits carburants performants qui améliorent la protection du moteur, optimisent la consommation et préservent l'environnement.

Xtraline® et **Xtrazole®** concentrent dans leurs formules un savoir-faire unique, basé sur l'expérience et la connaissance des exigences de tous les moteurs, modernes ou anciens. Le lancement de **Xtraline®** et **Xtrazole®** s'inscrit dans l'ambition de Zener® d'être à la pointe de la technologie en matière de carburants.

Xtraline® et **Xtrazole®** sont des produits de dernière génération et s'adaptent à tout type de véhicules. Ils sont formulés à base de carburants traditionnels et contiennent des additifs qui empêchent la formation de dépôts dans votre moteur, améliorent la combustion et diminuent l'usure des pièces pour une plus longue durée de vie du moteur.

L'action conjuguée des technologies détergente et réductrice de frottements permet d'optimiser la consommation, le confort de conduite et réduit considérablement les émissions polluantes, préservant ainsi l'environnement.

En utilisant les carburants différenciés **Xtraline®** et **Xtrazole®** de Zener®, vous réduisez jusqu'à 95% d'encrassement pour les moteurs diesel et jusqu'à 99% d'encrassement pour les moteurs essence.

Xtraline® est notre carburant haute performance, compatible avec les motorisations essence; **Xtrazole®**, compatible avec les motorisations diesel, rétablit jusqu'à 100% des performances du moteur.

Xtraline® et **Xtrazole®** sont disponibles à la pompe dans tout le réseau des Oasis Zener®.

À PROPOS DE ZENER

ZENER® est un principal acteur du secteur du gaz et de l'énergie et propose des offres spécifiques aux besoins d'un marché sans cesse en mutation. Depuis sa création, elle a apporté à des milliers de foyers sur tout le territoire togolais ainsi qu'à l'export, une énergie sûre, abordable, écologique et accessible à tous. Au travers de ses stations-services appelées Oasis, **ZENER®** ambitionne d'élargir les horizons, de positionner encore plus haut la satisfaction de ses clients, toujours ancrée dans ses valeurs de Liberté, de Modernité et de Mobilité mais orientée désormais sur la contribution directe des clients, le développement durable et la digitalisation.

« Les observateurs des activités djihadistes au Sahel n'ont pas été surpris par cette tentative d'incursion sur le territoire togolais. »

traiter cette question de la lutte contre le terrorisme. Et il faut aussi que les pays du Sahel se rapprochent des pays du Golfe de Guinée pour partager le renseignement, parce que si un djihadiste quitte le Mali pour aller au Togo ou au Ghana, il faut qu'on puisse avoir sa traçabilité et que les pays puissent travailler ensemble pour résoudre le problème. Dans cette coopération antiterroriste entre les pays du Golfe de Guinée et les pays du Sahel, il y a encore des efforts à faire. Compte tenu aujourd'hui de la nature de la menace et de sa progression rapide, il faut renforcer la coopération entre le G5 Sahel et les pays du Golfe de Guinée. Comme certains pays du Golfe de Guinée ont plus de moyens que les pays du Sahel, il faut voir de quelle façon ils peuvent mutualiser les moyens et travailler ensemble pour résoudre cette question

de menace terroriste qui est une sorte de frein au développement. Si des pays qui ont déjà de maigres ressources, consacrent toutes leurs ressources à la lutte contre le terrorisme et aux questions sécuritaires, cela ne peut se faire qu'au détriment d'autres services essentiels que sont par exemple la santé, l'éducation. Je constate que la solidarité internationale n'est pas à la hauteur de la situation que vit aujourd'hui la sous-région Ouest africaine. Il faut davantage de solidarité, de moyen. Il faut éviter que ce qui s'est passé en Afghanistan se produise au Sahel pour se mettre à crier si on savait, il faut agir pendant qu'il est encore temps et ensuite on verra pour le reste.

Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe

Journaliste-Ecrivain, Seidik ABBA a été rédacteur en chef central à l'hebdomadaire panafricain Jeune-Afrique et Chef du Bureau parisien de l'Agence panafricaine d'information (PANAPRESS). Chroniqueur et reporter pour Le Monde Afrique, il commente régulièrement l'actualité africaine sur plusieurs médias internationaux, parmi lesquels TV5 Monde, France 24, BBC, La Voix de l'Amérique. Ses nombreux ouvrages, publiés aux Editions l'Harmattan à Paris, portent sur le développement socio-économique et les enjeux politiques au Niger. Seidik ABBA travaille également sur les problématiques de paix et de sécurité au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. Il a publié en 2019 aux Editions l'Harmattan *Voyages au cœur de Boko Haram*. Enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne et en janvier 2021 Pour comprendre Boko Haram chez le même éditeur. Ce dernier livre a fait l'objet d'une réédition revue et augmentée en septembre 2021 avec deux nouveaux chapitres consacrés : l'un à la disparition brutale en avril 2021 du président tchadien Idriss Deby Itno et l'autre au décès en mai 2021 d'Abubakar Shekau, figure emblématique de Boko Haram.

M. ABBA est par ailleurs chercheur associé à l'Université de Valenciennes (nord de la France) où il a soutenu une thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC).

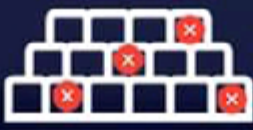
CANAL OLYMPIA
GODOPE

REOUVERTURE DE VOTRE SALLE

Nous sommes heureux de vous retrouver en toute sécurité !



Gardez une distance de 1 m quand vous faites la queue



Groupes de fauteuils pré-marqués (50 places disponibles)



L'obligation de distanciation d'un siège entre deux spectateurs ou groupes de spectateurs



Gel hydroalcoolique à disposition



Port du masque obligatoire



Espaces régulièrement nettoyés et désinfectés

***Entrée conditionnée à la présentation d'une preuve de vaccination ou un résultat PCR datant de moins de 72h**

CANAL OLYMPIA

Réouverture de votre salle vendredi 12 novembre !

Nous sommes heureux de vous retrouver !













L'inflation au Togo, faut-il s'en inquiéter ?

L'inflation au Togo a connu un pic aux mois de juillet et août 2021 soit 6,8% (par rapport au mois de juillet et août 2020), un score jamais atteint depuis 14 ans c'est-à-dire 2008 (à la suite de la crise des subprimes, l'inflation annuelle au Togo était 8.6% selon les données de la Banque Mondiale). 5.9% au mois d'octobre 2021 par rapport à octobre 2020, la hausse des prix au Togo semble garder une tendance haussière en considérant les six derniers mois. Les produits vivriers, les produits frais, l'essence, les prix ont augmenté ou promettent d'exploser dans les mois qui viennent. Cette situation complique la vie de milliers de Togolais qui vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté. Comme l'avait dit le président François MITTERRAND : « L'inflation, impôt pour les pauvres, prime pour les riches, est l'oxygène du système. Regardez-le qui s'époumone ».

Pourquoi une telle hausse des prix ? Est-ce un retour de l'inflation et va-t-elle durer ? Faut-il pour autant s'en inquiéter ?

Autant de questions

dont les réponses sont d'une grande importance lorsqu'il s'agit non seulement de comprendre le fonctionnement de l'économie de notre pays mais aussi pour mieux gérer son argent. Pour tenter de répondre à ces questions, il faudrait comprendre ce qu'est l'inflation ? Comment elle est mesurée ?

Qu'est-ce que l'inflation ?

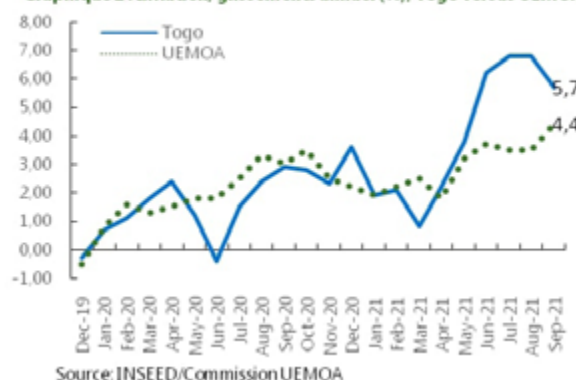
L'inflation désigne une augmentation générale et durable du prix des biens et des services. Autrement dit, en période d'inflation, l'argent perd de la valeur par rapport à la quantité de biens et services en vente sur le marché. C'est l'exemple du bol de maïs qui, indépendamment du pouvoir d'achat il y a 20 ans, valait moins chère qu'aujourd'hui. Et bien l'augmentation du prix de ce bol est due à l'inflation qui se produit au cours du temps. On pourrait donc considérer l'inflation, comme une diminution de la valeur de la monnaie puisque pour un même produit, il est nécessaire de payer toujours plus année après année. Chaque mois, le chiffre de l'inflation est mesuré

par l'INSEED (Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques) via l'évolution de son Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (IN-HPC). L'INSEED relève quelques 17914 prix dans 1520 points de vente sur toute l'étendue du territoire. L'INSEED tente ainsi de représenter une sorte de panier fixe dont on mesure l'évolution chaque mois.

En septembre 2021, le niveau de l'INHPC a enregistré une progression de 4,4% dans la zone UEMOA comparative à son niveau de septembre 2020 (Graphique 2). Au sein de

l'UEMOA, le niveau du taux d'inflation en moyenne annuelle au mois de septembre 2021 a atteint 3,0% au niveau régional. Cependant, la situation est nuancée selon les pays. Ainsi, on observe que l'inflation en moyenne annuelle est supérieure ou égale à 3% dans la moitié des pays de l'Union (la norme de l'UEMOA étant 3%). C'est ce qui est observé au Togo (3,8%), au Niger (3,5%), en Côte d'Ivoire (3,5%) et au Burkina Faso (3,3%). Pour ce qui est de la situation dans les autres pays, le taux d'inflation en moyenne annuelle est de 2,9% au Mali, 2,2% en Guinée Bissau, 2,00% au Sénégal et 1,50% au Bénin.

Graphique 2 : Inflation, glissements annuel (%), Togo versus UEMOA



Source: INSEED/Commission UEMOA

Comment explique-t-on une telle hausse des prix ? Cette inflation sera-t-elle durable ?

Selon l'INSEED, cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits « locaux » (+7,4%) et « importés » (+2,1%). En effet on observe une augmentation générale du prix des produits vivriers sur les différents marchés du territoire. Le Togo vit une situation particulière. Cette flam-

bée des prix pèse énormément sur les ménages. En septembre 2021 (en comparaison avec septembre 2020) le prix du kilogramme de certains produits vivriers a évolué comme suit : « gari » (+24,6%) ; « haricot blanc » (+79%) ; « maïs blanc » (+29,2%) ; « piment rouge » (+75,3%) ; « riz décortiqué local » (+4,5%) ; « sorgho rouge » (+9,6%).

L'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle conduit courant mars-mai 2021 a révélé

une dégradation sans précédent de la situation alimentaire du pays. L'analyse du Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécuri-

té alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH) a estimé en situation d'insécurité alimentaire (crise) 237934 personnes au Togo contre 3293 en

	Gari	Haricot blanc	Maïs blanc	Piment rouge sec	Riz décortiqué local	Sorgho rouge	Tomate fraîche
Jan	36,4	107,2	31,2	4,6	8,7	15,0	37,9
Fev	40,8	115,1	30,5	9,8	4,0	8,3	15,2
Mar	44,3	20,8	32,2	6,6	5,3	5,5	28,5
Avr	40,5	51,7	33,1	8,4	8,5	6,3	36,2
Mai	76,4	75,4	65,6	25,1	17,1	15,7	66,5
Jun	61,1	55,1	67,5	5,0	11,0	18,9	31,0
Juil	21,4	62,2	48,6	40,3	36,9	12,4	42,4
Août	35,3	83,7	43,4	40,9	9,0	17,8	29,1
Sep	24,6	79,0	29,2	75,3	4,5	9,6	0,9

Source : Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID).

mars 2020.

Quant à la durabilité, selon toujours l'INSEED, la progression du niveau général des prix sur le plan national a été influencée par l'accroissement de prix respectivement des produits « Non durables » (+8,9%) et des « Services » (+2,4%). En ce qui concerne les secteurs de production, la hausse annuelle du niveau général des prix découle de l'augmentation des prix des produits des secteurs « secondaire » (+4,6%), « primaire » (+15,8%) et « tertiaire » (+2,4%). En octobre 2021, l'INHPC a progressé de 4,1%, traduisant un taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois. De plus l'inflation sous-jacente (calculée hors produits alimentaires) a progressé de 3,8% en glissement annuel sur le plan national.

Pourquoi observe-t-on cette accélération de l'inflation ?

Comme explication, certains acteurs évoquent les effets de la pandémie à coronavirus. En effet, la pandémie a provoqué une perturbation des circuits d'approvision-

nement engendrant une hausse significative des prix des denrées alimentaires. Les mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 et les récentes augmentations des prix des péages ont induit une augmentation non justifiée des coûts de transport. Ces faux frais sont supportés par le consommateur final. Il faut noter aussi les exportations de céréales (maïs et riz paddy) vers les pays voisins notamment le Bénin et le Nigéria qui affichent une forte demande alimentaire. De plus avec les résultats de la nouvelle campagne agricole, les commerçants anticipant sur une mauvaise campagne 2021-2022, procèdent à une reconstitution de leurs stocks ou à une rétention des stocks. Tous ces facteurs combinés font grimper les prix.

Comment peut-on limiter l'impact sur les Togolais ?

Avec une année 2020 où les prix étaient déjà pratiquement instables, l'indice des prix à la consommation a continué une progression régulière en 2021 (depuis

Graphique 1 : Evolution de l'inflation au Togo, glissements annuel (%)



Source: INSEED

Le Pass Covid numérique du Togo reconnu dans l'UE, une première en Afrique subsaharienne

(Togo Officiel) - A partir du jeudi 25 novembre, le certificat de vaccination Covid-19 numérique du Togo sera officiellement reconnu dans les 27 États membres de l'Union Européenne. La mesure, dont l'annonce a été faite mercredi, permet au Togo de devenir le premier pays d'Afrique subsaharienne dans ce cas.

Concrètement, les voyageurs togolais

totallement vaccinés et disposant du nouveau certificat pourront désormais accéder aux lieux soumis à la présentation du certificat de vaccination Covid-19 dans l'espace européen.

De même, ceux munis d'un certificat de vaccination Covid-19 européen pourront le présenter au Togo dans les lieux où ce certificat sera exigé.

Cette reconnaissance, saluée par le Commissaire européen à la Justice, Didier Reynders, vient couronner la "proactivité" et les efforts du pays dans sa lutte contre la propagation de la maladie et un retour rapide à la normalité. En effet, un an après l'avènement de la pandémie sur son territoire, le Togo a déployé une stratégie

vaccinale qui s'est révélée parmi les plus efficaces au niveau de la sous-région. Une plateforme numérique d'enrôlement et de suivi des personnes vaccinées, entièrement conçue sur place, a été mise en place dès le démarrage de la campagne de vaccination, permettant d'émettre un certificat numérique avec QR code, aux personnes ayant reçu le nombre minimal de doses requis.

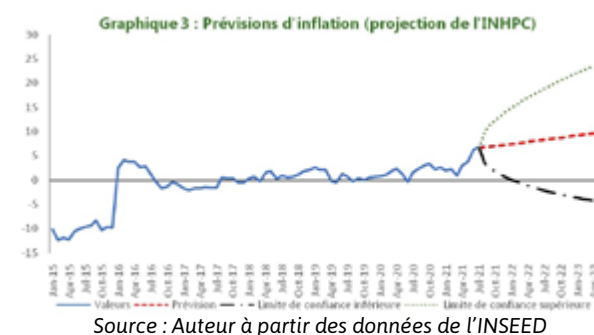
C'est grâce à ce dispositif, explique le ministère de la transformation digitale, "que l'État togolais a pu établir en un temps record la réciprocité avec le système européen des certificats de vaccination numériques contre la Covid-19".

A ce jour, 51 pays et territoires sur cinq continents sont connectés au système du Vieux Continent.

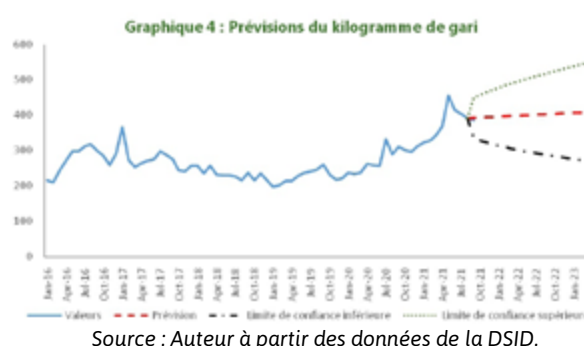
Pour rappel, le taux de vaccination au Togo est actuellement de 12%, avec plus de 500 000 personnes complètement vaccinées et presque un million de personnes partiellement vaccinées. L'objectif selon le ministre de la santé, est "d'œuvrer pour une nette amélioration de ce taux d'ici la fin de l'année".

L'inflation au Togo, faut-il s'en inquiéter ? (Suite)

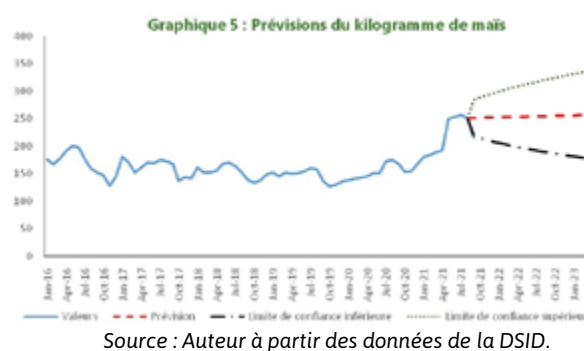
septembre 2020). Il est raisonnable de faire l'hypothèse que cette progression va se poursuivre au moins pour les six premiers mois de l'année 2022. En effet, la pandémie à coronavirus a induit des tensions sur les prix du fait de la demande et des problèmes d'approvisionnement dans beaucoup de secteurs. Cela va durer une bonne partie de l'année à venir. Nous pensons que ces hausses se poursuivront durant toute l'année 2022.



Selon nos projections (graphique 3) qui reposent sur l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC), l'inflation totale s'élèverait autour de 8 % en 2022 (en moyenne annuelle) avec des pics mensuels plus marqués, qui l'amèneraient à évoluer au-dessus de 3 % (la norme communautaire) durant toute l'année 2022. Néanmoins, l'aléa sur cette prévision d'inflation est orienté à la hausse. Cette tendance haussière de l'inflation au Togo ne devrait rester temporaire.



Quant aux produits vivriers, nos projections montrent que le bol de 2.5 kilogrammes de gari en 2022 coûtera en moyenne 1000 FCFA ; celui de maïs blanc 635 FCFA ; haricot 1707 FCFA ; sorgho 757 FCFA. Le kilogramme de piment rouge coûtera 2100 FCFA ; tomate rouge 289 FCFA ; riz local 409 FCFA.



Avec un pouvoir d'achat déjà faible, les ménages togolais sont bien éprouvés voire étranglés par cette

hausse des prix incontrôlée. Notons que pour la plupart des analystes les chiffres de l'inflation sont souvent sous évalués par rapport à la réalité cette à dire ce que ressentent véritablement les populations. Les prix des biens de première consommation (maïs, haricot, sorgho..) ont vu leur prix monter en flèche. Cette inflation étant due essentiellement à une hausse des prix des « produits locaux » ; le gouvernement devrait prendre toutes les dispositions pour assurer un renouvellement conséquent des stocks de l'ANSAT à la suite de la campagne agricole en cours, veiller à une interdiction des exportations ces produits et mettre en place des mesures sociales pour soulager les populations. Pour assurer la paix sociale et éviter les éventuelles émeutes de la faim au Togo, il conviendrait qu'on ait un véritable Etat providence qui veille sur ses citoyens. Pourquoi pas un blocage des prix des produits de première nécessité ? Pourquoi pas une indemnité inflation ? Et si on indexait les salaires sur l'inflation ?

Imagine Demain

**du 1^{er} octobre au
15 décembre 2021**



bénéficiez d'un
abattement
allant jusqu'à

40%

de la

valeur en douane

de vos VÉHICULES



25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 15 décembre 2021**



30% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2020**



35% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est comprise entre le **1^{er} janvier et le 31 décembre 2019**



40% pour les véhicules dont la date d'entrée aux MAD est **antérieure au 1^{er} janvier 2019**